

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal du 5 décembre 1990 relatif aux conditions et à la procédure d'agrément des laboratoires qui analysent des échantillons de denrées alimentaires et d'autres produits et au mode de fonctionnement de ces laboratoires lors de l'analyse des échantillons:

1° l'article 2, 1°, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° avoir obtenu une accréditation en application des dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 portant création d'un système d'accréditation des laboratoires d'essais et des organismes de contrôle et en fixant les procédures et les conditions d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN 45000; »;

2° l'article 3, § 1er est complété par la disposition suivante:

« Si la demande d'agrément comporte en même temps une demande visant l'obtention d'une accréditation, conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité du 22 décembre 1992, cette demande est adressée audit service et est accompagnée de trois exemplaires du manuel de qualité. »;

3° l'article 4, § 1er est complété par la disposition suivante:

« Toutefois, si la demande d'agrément comporte en même temps une demande visant l'obtention d'une accréditation, conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité du 22 décembre 1992, cette demande est transmise dans les trente jours au Bureau d'accréditation et est accompagnée des exemplaires du manuel de qualité. »;

4° l'article 4, § 2 est complété par la disposition suivante:

« Toutefois, si la demande d'agrément comporte en même temps une demande visant l'obtention d'une accréditation, conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité du 22 décembre 1992, l'examen visé par le présent paragraphe n'est effectué qu'après que le Bureau d'accréditation ait rendu un avis favorable à la demande d'accréditation à l'Inspection des denrées alimentaires. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, à titre transitoire, les demandes d'agrément, introduites avant ce jour, sont traitées suivant la procédure qui était d'application avant ce jour.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

Mme M. DE GALAN

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Aan het koninklijk besluit van 5 december 1990 betreffende de voorwaarden en de procedure van erkenning van de laboratoria die monsters van voedingsmiddelen en andere producten ontleden en de wijze van werken van deze laboratoria bij de ontleding van de monsters, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 2, 1°, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 juli 1991, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° een accreditatie bekomen hebben bij toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot oprichting van een accreditatiesysteem van beproevingslaboratoria en keuringsinstellingen en tot vaststelling van de procedures en de voorwaarden voor accreditatie overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000; »;

2° artikel 3, § 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld:

« Indien de aanvraag tot erkenning tegelijk een aanvraag behelst tot het bekomen van een accreditatie, overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 1992, dan wordt deze aanvraag, samen met drie exemplaren van het kwaliteitshandboek, aan dezelfde dienst gericht. »;

3° artikel 4, § 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld:

« Indien de aanvraag tot erkenning echter tegelijk een aanvraag behelst tot het bekomen van een accreditatie, overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 1992, dan wordt deze aanvraag, samen met de exemplaren van het kwaliteitshandboek, binnen de dertig dagen aan het Accreditatiebureau doorgestuurd. »;

4° artikel 4, § 2 wordt met de volgende bepaling aangevuld:

« Indien de aanvraag tot erkenning echter tegelijk een aanvraag behelst tot het bekomen van een accreditatie, overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 1992, dan wordt het in deze paragraaf bedoelde onderzoek slechts uitgevoerd nadat het Accreditatiebureau het gunstig advies over de accreditatieaanvraag aan de Eetwarensinspectie heeft medegedeeld. ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Bij wijze van overgangsmaatregel nochtans worden de aanvragen voor erkenning, ingediend vóór deze dag, afgehandeld overeenkomstig de procedure die van toepassing was vóór deze dag.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 1767

[S — 29304]

1er JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement de son fonctionnement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 26 mai 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat cordonnées le 12 janvier 1973 spécialement l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, d'assurer sans délai son fonctionnement;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1er juin 1993,

Arrête :

**Article 1er.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collégalement, selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté.

**Art. 2. § 1er.** Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret ou d'arrêté du Gouvernement ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire relatifs aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Il évoque toute proposition de décret déposée au Conseil de la Communauté française.

§ 3. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la même loi.

§ 4. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre chargé du Budget ou de l'Administration générale lorsque celui-ci est requis par la loi ou le décret.

§ 5. Tout Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

**Art. 3. § 1er.** Le Gouvernement de la Communauté française adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget de la Communauté les attributions que l'arrêté royal du 5 octobre 1961 donne au Comité des Finances et du Budget et au Comité ministériel de Coordination économique et sociale pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

§ 3. Trimestriellement, une situation budgétaire complète, tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement de la Communauté française dans un délai de quinze jours, après expiration de la période mensuelle concernée. La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

**Art. 4.** Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement avant l'adoption du projet de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et s'il échet celle de leurs bénéficiaires.

Cet article ne concerne pas les Fonds des Bâtiments scolaires.

**Art. 5.** Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement :

§ 1er. 1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté;

2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;

3° les investissements des institutions universitaires organisées par la Communauté française;

4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à dix millions de francs;

5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à trente millions de francs;

6° les investissements directs dont le montant est inférieur à trente millions de francs;

7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;

8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci;

9° la composition, le fonctionnement, la désignation des membres des Commissions consultatives, des Conseils supérieurs et Conseils d'avis;

§ 2. Toutefois, à la dernière séance que le Gouvernement de la Communauté française fixe pour chaque mois pair, une liste est communiquée relevant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à trente millions de francs et supérieurs à cinq

millions de francs tant pour le Ministère de la Culture et des Affaires sociales que pour le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

§ 3. Sont soumis à l'accord du Gouvernement : le choix du mode de passation et la passation des marchés pour des travaux, fournitures et services dont l'estimation ou le montant hors T.V.A. est supérieur au montant figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Marché de gré à gré
Travaux	300 millions	65 millions	20 millions
Fournitures	200 millions	20 millions	12 millions
Services	60 millions	10 millions	5 millions

La procédure prévue par l'article 51 de l'Arrêté Royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services reste d'application étant entendu que le Gouvernement et la Ministre-Présidente du Gouvernement remplacent respectivement le Comité ministériel et le Premier Ministre.

**Art. 6. 1°** Le Gouvernement décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, institutions et organismes publics, qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté.

2° En ce qui concerne l'administration, le Gouvernement est seul compétent pour :

- les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;
- l'octroi des délégations à l'administration;
- le cadre;
- le règlement organique;
- pour les rangs 15, 16 et 17, les déclarations de vacances d'emplois ainsi que les nominations ou promotions au sein de l'administration des deux Ministères et dans les organismes d'intérêt public de type A, à l'exception des nominations ou promotions conférées selon les règles de la carrière plane;
- les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambre de recours;
- l'élaboration du programme annuel de recrutement.

3° Le Gouvernement décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et bilans financiers d'associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française.

4° Toutefois, ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection, des centres P.M.S. et des Fonds des Bâtiments scolaires relevant de l'enseignement.

**Art. 7.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement est seul qualifié pour émettre au nom de la Communauté un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, régionaux, européens ou internationaux, ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

Le Gouvernement délibère de tout projet d'accord culturel bilatéral ou multilatéral ainsi que de la révision de ces accords.

Dans le domaine des relations internationales, les pratiques en vigueur au sein du gouvernement national relatives respectivement au Premier Ministre, au Ministre des Relations extérieures et aux Ministres responsables d'un département, sont d'application.

**Art. 8.** Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres du Gouvernement ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Les Ministres du Gouvernement ont délégation pour prendre des arrêtés d'agrément dans les matières qui relèvent de leurs compétences.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun et les Ministres concernés cosignent les actes qui en résultent.

**Art. 9.** Toute circulaire ou directive à portée générale est transmise par son auteur à la Ministre-Présidente qui la consigne.

**Art. 10.** La tutelle du Gouvernement sur tout organisme dont l'objet relève de la compétence de la Communauté est exercée par le Ministre compétent du Gouvernement.

**Art. 11.** Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, et sauf demande de report de tel ou tel point introduit avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Ne sont pas pris en considération sauf urgence dûment justifiée et admise par le Gouvernement :

- les points non inscrits à l'ordre du jour;
- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint lorsque celui-ci est requis;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget requis en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 n'est pas joint.

**Art. 12.** Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent les projets de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou suite au refus de visa de la Cour des Comptes sans préjudice des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base.

**Art. 13.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1992 portant règlement de son fonctionnement est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1993.

**Art. 15.** Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er juin 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement la Communauté française,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,

M. LEBRUN

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,

E. DI RUPO

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,

E. TOMAS

—  
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 1767

[C-S — 29304]

**1 JUNI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 26 mei 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld bij toepassing van artikel 60 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, zonder verwijl voor haar werking te zorgen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap, na de beraadslaging van 1 juni 1993 genomen beslissing,

Besluit:

**Artikel 1.** Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt de Regering van de Franse Gemeenschap collegiaal, volgens de toegepaste procedure van de consensus, en bepaalt de politieke koers in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren.

**Art. 2. § 1.** De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt over elk ontwerp van decreet of van besluit van de Regering alsmede over elke verordeningmaatregel met betrekking tot de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Zij trekt elk bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend voorwerp van decreet aan zich.

§ 3. Zij beraadslaagt overigens in de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van dezelfde wet.

§ 4. Zij beraadslaagt eveneens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht of dat de toestemming van de Minister belast met Financiën of het Algemeen Bestuur, niet heeft gekregen, als deze vereist is door een wet of een decreet.

§ 5. Elke Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap kan altijd een zaak die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort, aan zich trekken.

**Art. 3. § 1.** De Regering van de Franse Gemeenschap keurt elk ontwerp van decreet met betrekking tot de begroting van de Franse Gemeenschap goed en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Zij oefent voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Gemeenschap de bevoegdheden uit die het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 aan het Comité voor financiën en begroting en aan het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie geeft voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Staat.

§ 3. Om de drie maanden wordt aan elk lid van de Regering van de Franse Gemeenschap een complete begrotingsstaat bezorgd, zowel betreffende de verbintenissen en ordonnancements als de staten van de ontvangsten en uitgaven, binnen de duur van vijftien dagen, na het verstrijken van de betrokken maandelijkse periode. De staat bevat een bijlage betreffende het investeringsprogramma.

§ 4. Elke Minister is ertoe gerechtigd de boekhouding van de verbintenissen en ordonnancements direct te kunnen raadplegen wat betreft de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

**Art. 4.** De materiële investeringsprogramma's die één of meer dan één jaar dekken maken het voorwerp uit van een beraadslaging van de Regering vóór de aanneming van het begrotingsontwerp.

Die programma's bevatten inzonderheid de preciese opgave van de bedragen van de hulpverleningen en toelagen of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en in voorkomend geval de preciese opgave van de erop gerechtigden.

Dit artikel heeft geen betrekking op het Fonds voor de schoolgebouwen.

**Art. 5.** De Regering beraadslaagt niet over :

§ 1. 1° de toekenning van kredieten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een nominatieve inschrijving in de begroting van de Gemeenschap;

2° de besluiten tot toekenning van een toelage ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam vermeldt van de persoon die de toelage geniet;

3° de investeringen van de universitaire instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;

4° de toekenning van toelagen en de contracten voor dienstverlening, aan te rekenen op de begroting van de lopende uitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden tien miljoen frank ligt;

5° de principiële beloften alsook de toekenning van toelagen, aan te rekenen op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden dertig miljoen frank ligt;

6° de directe investeringen waarvan het bedrag beneden dertig miljoen frank ligt;

7° het vastleggen en uitbetalen van verplichte en automatische subsidies en werkingstoelagen inzake onderwijs, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningbepalingen wordt vastgesteld;

8° het vastleggen en uitbetalen van andere verplichte en automatische toelagen, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningbepalingen wordt vastgesteld, zonder dat de bevoegde Minister noch over het principe van de toekenning van de toelage noch over het bedrag ervan kan beslissen;

9° de samenstelling, de werking, de aanwijzing van de leden van de adviescommissies, de hoge raden en adviesraden.

§ 2 Op de laatste vergadering die de Regering van de Franse Gemeenschap voor elke pare maand vaststelt, wordt echter een lijst medegedeeld met opgave van de vastleggingen inzake lopende uitgaven, van de principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven beneden dertig miljoen frank en boven vijf miljoen frank, zowel voor het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken als voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, alsook van de opsomming van de nieuwe diensten en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd bij toepassing van de decreet- of verordeningbepalingen.

Deze paragraaf heeft geen betrekking op de uitgaven voor de schoolgebouwen, voor de instellingen van openbaar nut van categorie B of voor de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

§ 3. Aan de Regering moeten ter toestemming worden voorgelegd: de keuze van de wijze van gunning, het gunnen van opdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan de raming of het bedrag, exclusief B.T.W., hoger ligt dan de bedragen voorkomend in de volgende tabel:

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Onderhandse opdracht
Werken	300 miljoen	65 miljoen	20 miljoen
Leveringen	200 miljoen	20 miljoen	12 miljoen
Diensten	60 miljoen	10 miljoen	5 miljoen

De procedure bepaald in artikel 51 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten blijft van kracht, met dien verstande dat de Regering en de Minister-Voorzitter in de plaats treden van respectievelijk het ministerieel comité en van de Eerste Minister.

**Art. 6. 1°** De Regering beslist over elk voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten of instellingen die belast zijn met de uitvoering van de politiek van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend of gedeeltelijk werken door middel van toelagen ten laste van de begroting van de Gemeenschap.

2° Ten aanzien van de administratie is de Regering enkel bevoegd voor:

- de organieke of reglementaire besluiten;
- het verlenen van delegaties aan de administratie;
- de personeelsformatie;
- het organiek reglement;
- voor de rangen 15, 16 en 17, de vacant-verklaringen van betrekkingen en de benoemingen of bevorderingen binnen de administratie van beide Ministeries en in de instellingen van openbaar nut van categorie A, met uitzondering van de benoemingen of bevorderingen toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan;
- de definitieve beslissingen genomen ingevolge adviezen uitgebracht door de commissies en de beroepskamer;
- het opmaken van een jaarlijks aanwervingsprogramma.

3° De Regering beslist over de oprichting van verenigingen zonder winstoogmerk die ressorteren onder de Franse Gemeenschap en wordt in het bezit gesteld van de activiteitenverslagen en financiële balansen ervan.

4° De Regering beraadslaagt echter niet over de akten van individuele aard die betrekking hebben op de personeelsleden van de onderwijsinstellingen, de inspectiediensten, de P.M.S.-centra en fondsen voor schoolgebouwen die van het onderwijs afhangen.

**Art. 7.** Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is enkel de Regering bevoegd om namens de Gemeenschap een advies uit te brengen aan de nationale, gewestelijke, Europese of internationale machten of instellingen, alsook om aan hen een verslag of een aanvraag te richten.

De Regering beraadslaagt over elk ontwerp van bilateraal of multilateraal cultureel akkoord alsmede over de herziening van deze akkoorden.

Op het gebied van de internationale betrekkingen, zijn de praktijken die gelden binnen de Nationale Regering voor respectief de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Ministers die voor een departement verantwoordelijk zijn, van toepassing.

**Art. 8.** In de hun toegekende aangelegenheden hebben de Ministers van de Regering delegatie om, onverminderd de andere bij dit besluit bedoelde bepalingen, de wetten, decreten, reglementen en omzendbrieven toe te passen.

De Ministers van de Regering hebben delegatie om erkenningsbesluiten te nemen in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

Voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers van de Regering behoren, is er overleg reeds vanaf het stadium van de uitwerking van de voorstellen, om er gezamenlijk de laatste hand aan te leggen en de betrokken Ministers moeten de stukken die eruit voortvloeien medeondertekenen.

**Art. 9.** Elke omzendbrief of richtlijn van algemene aard wordt door degene die deze opmaakt, in handen gesteld van de Minister-Voorzitter die deze opneemt.

**Art. 10.** De voordij van de Regering over elke instelling waarvan het doel tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoort, wordt door de bevoegde Minister van de Regering uitgeoefend.

**Art. 11.** De Regering beraadslaagt geldig over de punten die op de agenda staan indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn, en behalve aanvraag om uitstel van dit of dat punt, ingediend vóór de vergadering door een lid wiens afwezigheid verantwoord is.

Worden niet in aanmerking genomen behalve bij verantwoorde en door de Regering aanvaarde noodzakelijkheid:

- de punten die niet op de dagorde voorkomen;
- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is als dit vereist is;
- de punten waarvoor de toestemming van de Minister van Begroting die vereist is bij toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, niet bijgevoegd is.

**Art. 12.** De Minister van Begroting is belast met het opmaken en het overleggen, gezamenlijk met de functioneel bevoegde Minister, van beraadslagingsontwerpen strekkende om in te stemmen met verbintenissen, ordonnancements en betaling van uitgaven boven het goedgekeurd krediet of na de weigering van het visum van het Rekenhof, onverminderd de bepalingen betreffende de nieuwe distributie van de basisposten.

**Art. 13.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1992 houdende regeling van haar werking, wordt opgeheven.

**Art. 14** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1993.

**Art. 15.** De Ministers van de Regering zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 juni 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

M. LEBRUN

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

E. DI RUPO

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

E. TOMAS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1768

[C — 27310]

3 JUNI 1993. — Décret relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1er.** Sont tenues d'établir un plan de gestion :

- 1<sup>o</sup> les communes qui ont bénéficié d'emprunts d'assainissement, d'aide extraordinaire ou de trésorerie et qui n'en ont pas effectué le remboursement selon les termes arrêtés par l'Exécutif régional wallon;
- 2<sup>o</sup> les communes qui sollicitent l'octroi d'un emprunt de trésorerie.

L'Exécutif peut dispenser certaines communes de l'obligation d'établir un plan de gestion, notamment lorsqu'elles sont soumises à un plan d'assainissement et qu'elles présentent un budget en équilibre à l'exercice propre.

**Art. 2.** L'Exécutif peut imposer à toute commune d'arrêter un plan de gestion lorsque le déficit à l'exercice propre excède le tiers du boni global présumé au 31 décembre de l'année précédente, éventuellement majoré du fonds de réserve ordinaire sans affectation spécifique constitué antérieurement.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil 154 (1992-1993) Nos 1 et 2.

Compte rendu intégral. Séance publique du 25 mai 1993.

Discussion — Vote.